

CENTRE LEWHI DE TIZI-OUZOU

Un bilan satisfaisant,
une action à soutenir

Le centre Lewhi de prévention et de soutien à la population de Tizi-Ouzou vient enfin de se doter d'un siège, au 4^e étage de la tour de la Nouvelle Ville, pour abriter les multiples activités qu'il développe depuis 2004, date de sa création grâce à la compréhension et au dévouement de l'ex-PAW, Rabah Aïssat, et au concours des partenaires espagnols qui supportent 80% des dépenses de fonctionnement du centre.

Lorsque les stupéfiants pénètrent dans les établissements scolaires, gagnent les villages traditionnellement imperméables à l'alcoolisme, à la drogue et autres fléaux du même genre, lorsque la violence s'installe dans la société visant en particulier les catégories fragiles, les femmes et les enfants, dont on pétième les droits élémentaires, lorsque le sida se propage à l'ombre de l'hypocrisie ambiante et des mœurs traditionnellement rigides, lorsque les jeunes naturellement ouverts à la vie et aux espoirs les plus fous se suicident fréquemment... c'est que la société est profondément malade. Dans ces moments critiques et face aux dangers qui guettent chaque citoyen et la société dans son ensemble, le corps social doit réagir pour sécréter des anticorps en vue de maintenir ou de rétablir son équilibre et de poursuivre son développement.

La Ligue de prévention et de sauvegarde de la jeunesse et de l'enfance, le centre Lewhi en particulier, nous paraissent, à cet égard, comme des éléments visant à immuniser la société contre les fléaux sociaux tels que la toxicomanie, la violence au sein et en dehors du milieu familial contre la femme et l'enfant, contre les maladies

sexuellement transmissibles plus particulièrement le sida, la plus dangereuse d'entre elles.

C'est, au demeurant, en ces circonstances et face à de semblables dangers que l'on saisit mieux le caractère irremplaçable du mouvement associatif, c'est également ainsi que l'on devrait apprécier le travail des associations sociales et arrêter, loin de toute autre considération, le comportement des pouvoirs publics à leur égard, notamment en matière de subvention et de toute autre forme d'aide et de soutien à leur action d'utilité nationale.

Dans ce domaine, le centre Lewhi, lancé en 2004 grâce au soutien du regretté Rabah Aïssat ne bénéficie pas de toute l'attention voulue des pouvoirs publics locaux qui devraient pourtant, eu égard à l'estimable contribution qu'il apporte à la prise en charge des problèmes de société générés par la politique économique et sociale du pouvoir, veiller à lui faciliter la tâche. Certes, le ministère de la Solidarité et celui de la Jeunesse ont pris en charge, respectivement en 2004 et 2005, une partie, 20%, selon nos informations, des dépenses de fonctionnement du centre mais cela s'est arrêté sous prétexte que le centre

bénéficie d'une aide en euros du partenaire espagnol équivalente à 80% de ses besoins de fonctionnement. Est-ce une raison ? Est-ce raisonnable, sachant que les catégories ciblées relèvent de la citoyenneté algérienne et de la responsabilité des pouvoirs publics, étant entendu, par ailleurs, que l'aide du partenaire espagnol suppose un apport des pouvoirs publics locaux de 20% aux dépenses prévisionnelles du centre, condition indispensable à la pérennité du centre et à la continuité de l'action dont la portée humaine et l'utilité sociale ne sont pas à démontrer.

La lutte contre la toxicomanie, contre la violence, contre le sida... ne se limite pas, au niveau de ce centre, à l'organisation des expositions périodiques, à l'édition et la diffusion de prospectus, elle se mène, au contraire, sur le terrain et en direct avec les victimes qui sont visitées, reçues au centre, conseillées, orientées, accompagnées et assistées en vue de surmonter leurs problèmes parfois épineux. C'est, autrement dit, un centre d'écoute, d'étude et d'action au profit des catégories fragiles par nature ou fragilisées par les circonstances familiales, professionnelles, économiques et sociales indépendantes de leur volonté.

La présidente du centre évalue, pour l'exercice 2006, le nombre de bénéficiaires des différents programmes initiés par le centre à 44 377 personnes parmi lesquelles la lutte contre la violence se taille la part du lion avec 29 360

bénéficiaires dont 15 791 femmes, le volet de santé sexuelle se classe en seconde position avec 4 609 bénéficiaires dont 2 660 femmes, la lutte contre la toxicomanie a touché 9 295 personnes dont 4 889 femmes, l'espace écoute et attention aux femmes concerne 405 bénéficiaires, les consultations psychologiques ont atteint 291 personnes, les consultations orthophoniques 102 personnes et les visites d'écoute et d'orientation médicale 99 bénéficiaires.

Par ailleurs, 314 enfants et adolescents à scolarité plus ou moins difficile ont été formés en informatique, indiquent-ils encore dans le bilan. Le soutien matériel et financier de l'Etat et de tous ceux qui sont en mesure d'apporter une contribution aussi petite soit-elle est de nature à encourager les bénévoles et les spécialistes, gynécologue, juristes, psychologues, orthophonistes et autres à se dépenser davantage au profit des catégories qui, sans le centre Lewhi et ses prestations bénévoles, seraient privées de secours au moment où elles vivent l'enfer au quotidien.

Il ne faut pas que ce centre, qui peut étendre son action à d'autres créneaux, soit contraint de réduire ses activités par manque d'argent. Il faut au contraire qu'il réactive son programme suicide et le minibus itinérant de prévention arrêtés par manque de moyens financiers, souligne-t-on au niveau de la direction concernée.

B. T.

EDUCATION A RELIZANE

Le président de la commission nationale
du suivi des élèves fait le point

L'inspecteur général du ministère de l'Education nationale, Benmira Benrabah, et président de la Commission nationale chargée du suivi des élèves de la 3^e année secondaire, installé par M. Benbouzid, le ministre de l'Education nationale, a fait le point, jeudi dernier lors de son passage à la wilaya, en vue d'une évaluation des résultats scolaires par ce secteur à travers l'ensemble du territoire national pour l'année 2006/2007.

La récolte de cette saison permettra de remédier à toutes les défaillances et donc améliorer le niveau d'instruction. Le représentant du ministère a brossé un tableau positif sur l'évaluation de l'enseignement puisque la wilaya de Relizane a pu décrocher la première place à l'échelle nationale, suivie de la capitale balnéaire de Tipasa en seconde place, tandis que la capitale de l'Emir Abdelkader (Mascara) occupe la 3^e position. En effet,

M. Benmira n'a pas caché sa satisfaction quant à l'accomplissement de sa mission.

A ce propos, notera l'interlocuteur, "ces résultats sont jugés encourageants selon le taux de réussite". Enfin, pour ce qui est de l'intégrité et de l'impartialité des professeurs dans leurs évaluations, celui-ci précisera : "Le nombre réduit de lauréats à travers le territoire national avec les mentions très bien prouve la validité du travail."

A. Rahmane

PECHE A ORAN

L'ITPA, un outil au service des professionnels du secteur

Créé en 2005, l'Institut des technologies de la pêche et de l'aquaculture d'Oran (ITPA) se propose d'être l'outil de la professionnalisation de ce secteur, amorcée ces dernières années au niveau de cette collectivité.

Doté d'une capacité d'accueil de 870 places, l'ITPA a pour principale mission la formation des officiers opérationnels, des officiers pont et machines, destinés à la pêche hauturière ainsi que la formation d'officiers de navires spécialisés dans la pêche côtière, note-t-on.

Outre ce type de formations, dites initiales, les structures de

l'établissement sont également ouvertes aux professionnels du secteur au profit desquels des cycles de formation sont également dispensés dans le cadre de sessions de formation "spéciales" et "continues", indiquent ses responsables.

Une autre spécialité, en l'occurrence, l'aquaculture, est également dispensée au niveau de cet établissement, à la faveur de l'entrée "en force" de ce nouveau créneau d'activité dans la wilaya d'Oran où l'on enregistre pas moins de cinq projets lancés ou en voie de l'être.

Des diplômés de techniciens aquacoles, sanctionnant

deux années de formation, sont décernés aux lauréats ayant opté pour cette nouvelle spécialité au niveau de l'établissement qui délivre également des diplômes de lieutenant de pêche, et de lieutenant mécanicien, 1^{er} et 2^e classes.

L'ITPA qui vient d'acquiescer de nouveaux équipements dont un simulateur de pêche, ambitionne de devenir un pôle de formation pour l'ensemble de la région ouest du pays et ce, dans le cadre de la carte de formation projetée par le ministère de tutelle.

A signaler dans ce contexte que la wilaya d'Oran dont le

volume annuel de la production halieutique a doublé en l'espace de quelques années, passant de 8 000 à presque 16 000 tonnes, a vu sa flotte de pêche renforcée de plusieurs embarcations de pêche côtière et hauturière.

"Ces nouvelles embarcations dotées d'équipements et d'outils de navigation modernes nécessitent une mise à niveau des personnels de la corporation des pêcheurs et une formation au diapason des nouvelles technologies de navigation", soutiennent les responsables du secteur.

APS

OUM-EL-BOUAGHI

Les lauréats du bac
honorés

Le lycée Boukerfa a abrité une cérémonie de remise de prix en l'honneur des lauréats du baccalauréat. Ont pris part à cette rencontre des inspecteurs de l'enseignement secondaire, des professeurs, l'association des parents d'élèves ainsi que la coordination de dizaines d'associations des parents d'élèves.

Les invités d'honneur, accompagnés de leur parents, étaient l'espace d'une demi-journée les plus heureux de cette cérémonie. Tour à tour M. Remache, directeur du lycée, et M. Hacini, président de la coordination des APE, ont pris la parole pour féliciter les heureux bacheliers en les motivant à redoubler d'efforts durant le cursus universitaire.

La remise des prix fut une phase empreinte de joie et d'émotions faite d'accolades et de prises de photos souvenir. A noter que le lycée Boukerfa a obtenu un taux de réussite de 55% soit une évolution de plus de 60% par rapport à l'année dernière.

Moussa Chtatha

TEBESSA

Réalisation d'un plan
de gestion et de contrôle
du réseau d'assainissement

Un plan de gestion et de contrôle du réseau d'assainissement dans la commune de Tébessa vient d'être réalisé pour un coût de 2 milliards de dinars, selon la direction de l'hydraulique.

Le plan est constitué d'une base de données sur la longueur et le fonctionnement du réseau d'évacuation des eaux dans cette commune de plus de 200 000 habitants, précise-t-on.

Des projets similaires sont également prévus pour les communes de Cheria, Ouzena et El Kouif, en attendant leur généralisation à l'avenir, à travers les autres localités de la wilaya.

Le réseau local d'évacuation des eaux usées est long de près de 100 000 mètres linéaires, reliant plus de 85 % des centres urbains de la wilaya, qui compte près de 650 000 habitants.

A noter que le nouveau dispositif de lutte contre les maladies à transmission hydriques (MTH), lancé en juin dernier, a été achevé à près de 90%, selon les services de l'hygiène et de la prévention des communes.

L'opération menée en collaboration avec les services de l'Algérienne des Eaux (ADE) s'est distinguée par le traitement des sources et points d'eau, situés hors des zones urbaines.

L'objectif essentiel de l'opération est d'éviter une quelconque pollution ou contamination des eaux potables, exploitées dans ces centres ruraux. L'Algérienne des Eaux gère actuellement les réseaux d'alimentation en eau potable de 8 communes sur 28 que compte la wilaya.

APS

BISKRA

Création par l'Ansej
d'une banque de données
sur l'investissement

L'antenne de Biskra de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) s'attache actuellement à élaborer une banque de données sur les opportunités d'investissement au niveau des collectivités locales.

Selon le directeur de cette antenne, cette banque englobera des données détaillées sur les 33 communes de la wilaya qui serviront à mieux orienter les jeunes vers les activités favorisant la pérennité de leur micro-entreprises.

Cette banque de données permettra aussi à l'antenne de mieux conduire sa mission d'accompagnement des jeunes porteurs de projets, a souligné le même responsable.

L'antenne Ansej de Biskra a établi parallèlement, selon son directeur, un plan de travail de proximité en direction des jeunes des communes à forte densité avec pour objectif de vulgariser les mécanismes de création d'une micro-entreprise. Depuis sa création en 1998, cette antenne a reçu 4 276 dossiers prévoyant la création de 10 559 emplois. Sur ce nombre, 595 micro-entreprises ont vu le jour et emploient 1 713 jeunes pour un investissement total de 980 millions de dinars.

Les efforts de l'Ansej ont permis notamment l'établissement de conventions de traitement des ordures ménagères signées par deux micro-entreprises de jeunes et les services de la commune de Biskra.

APS